

Je reconnais, monsieur l'Orateur, que le principal problème de l'heure n'est ni l'inflation ni le chômage, ni l'agitation sociale qu'entraînent ces deux fléaux. Si graves qu'ils soient, ces problèmes ne sont pas insurmontables. Le malaise, les troubles et l'inquiétude qu'ils causent finiront par obliger les Canadiens à faire quelque chose pour redresser la situation, à condition que le mécanisme de réforme du système démocratique ne soit pas trop détérioré sous le gouvernement Trudeau.

A mon avis, le plus gros problème de l'heure est donc la protection du régime démocratique. Cela signifie la protection de nos libertés fondamentales que nous avons tendance à considérer comme un droit acquis et qui sont remises en question aujourd'hui plus que jamais par l'hypocrisie mielleuse du gouvernement libéral. Malheureusement, la plupart des Canadiens prennent pour acquis leurs libertés individuelles et politiques, au même titre que l'air qu'ils respirent. Cela s'explique peut-être par le fait qu'à la suite d'un incident historique ou géographique, nous nous trouvons dans l'un des coins les mieux abrités et les plus sûrs du monde. Il n'est pas exagéré de dire que si notre voisin du sud avait été un pays comme l'Allemagne ou la Russie, le Canada ne serait peut-être jamais sorti de l'ère colonialiste en devenant une entité politique distincte. Il est donc évident que le Canada n'existe aujourd'hui en tant que pays libre et autonome que parce qu'il a la chance d'avoir pour voisin une Amérique démocratique, de l'autre côté de la plus longue frontière non défendue du monde.

En outre, à en juger par la nouvelle ère de totalitarisme dans laquelle nous nous engageons manifestement, il est tout aussi évident que la seule garantie véritable de ces libertés sur laquelle nous puissions compter est la puissance des États-Unis. Seuls, monsieur l'Orateur, nous sommes sans défense. Que nous le voulions ou non, que nous soyons ou non prêts à l'admettre, le fait est là: de toutes les démocraties du monde, seuls les États-Unis ont la puissance nécessaire pour faire de toute attaque directe contre l'un des pays membres du Pacte de l'Atlantique une entreprise trop dangereuse. C'est cette puissance et rien d'autre qui a incité les armées et les tanks de l'Union soviétique à rester derrière le rideau de fer dans le cadre de ce que l'on a appelé la détente. Depuis des années, l'objectif principal de la stratégie communiste a été de démembrer l'OTAN et d'isoler les États-Unis. Sous le gouvernement actuel, le Canada n'a été qu'un pion facile à manier dans ce rapport de forces. Nous avons restreint nos activités dans le cadre de l'OTAN. Nous avons diminué nos forces armées dont l'effectif est réduit à environ 72,000 personnes.

M. Danson: Non, 78,000.

M. Crouse: Le ministre de la Défense nationale (M. Danson) me reprend: il dit que ce n'est pas 72,000, mais 78,000. Ce n'est que quatre fois plus que les forces communistes que nous finançons indirectement dans une guerre d'agression en Angola. Il est honteux de participer si peu à l'effort de l'OTAN et à la détente dans les relations internationales. Monsieur l'Orateur, nous vivons des temps dangereux.

Aucun des gestes du gouvernement actuel n'a échappé aux Américains et leurs chefs n'ont pas oublié que notre premier ministre est allé à Moscou tempêter contre les menaces que représentent les États-Unis pour notre identité culturelle, économique et même notre sécurité militaire. Quand on pense quel endroit il a choisi pour tenir ces propos, monsieur l'Orateur!

«Venez nous sauver de la menace d'une agression américaine.» Le nationalisme, dans l'état actuel...

M. Danson: Il n'a pas dit cela.

M. Crouse: Le ministre de la Défense nationale pourra parler à son tour, mais j'ai à mon bureau la déclaration du premier ministre. Si le ministre ne l'a pas, je lui en enverrai une copie où on peut lire en toutes lettres ce que je viens de citer; je les ai tirés du discours du premier ministre; je n'ai fait que les transcrire et c'est exactement ce qu'il a dit alors qu'il était en Union soviétique. Alors inutile de protester. Je sais que le ministre de la Défense nationale est bien capable de se défendre lui-même; mais je n'ai fait que citer à la Chambre et au peuple canadien les paroles de notre premier ministre. Si le ministre en a honte, il pourra défendre le premier ministre quand son tour viendra.

Le nationalisme, tel qu'il est actuellement pratiqué au Canada dans sa version séparatiste québécoise, avec l'appui implicite de notre premier ministre et de son gouvernement, est d'un caractère aussi destructif aujourd'hui qu'il peut être anachronique. Ce qui est en jeu dans ce refus de prendre ses responsabilités, de la part du premier ministre et de son cabinet, n'est pas notre identité, comme il le sous-entend, mais bien plutôt notre liberté totale. Voilà ce qui est en jeu.

Confrontés à ces faits et à la mauvaise gestion de notre économie ainsi qu'aux errements du gouvernement sur le plan national et international, les Canadiens n'ont pas besoin de s'étonner de la perte de confiance dans notre pays chez leurs propres compatriotes et parmi les investisseurs internationaux. Notre dollar est tombé de sa valeur record de \$1.03 il y a un an à 89c, l'autre jour. Y-a-t-il de quoi s'étonner? Que pouvons-nous espérer d'autre lorsque Jean-Luc Pepin déclare publiquement qu'il est peut-être trop tard pour sauver le Canada? Cela renforce ma conviction que lui et ses collègues n'auraient jamais dû être nommés pour diriger le débat sur l'unité canadienne. Cette tâche et la plupart de nos commissions royales d'enquête devraient être présidées par un membre du Sénat canadien. Après tout, quatre anciens premiers ministres siègent au Sénat et pourtant l'un d'entre eux y a si peu à faire qu'il dispose d'assez de temps pour toucher un plein traitement de sénateur et percevoir également une pleine rémunération en tant que président de l'université Dalhousie.

Je suis d'avis que le Sénat devrait être préservé, mais je pense également qu'il devrait travailler de la façon que je viens de décrire. Nous pourrions alors réunir certains de nos plus grands esprits dans le domaine des affaires et du droit pour travailler à résoudre certains de nos plus graves problèmes. Comme nous le savons tous fort bien, ces problèmes sont multiples, et dans le discours du trône, le gouvernement de M. Trudeau admet avec plus de netteté qu'il ne l'avait fait jusqu'ici que sa politique économique est boiteuse et qu'il faut la changer. Les faillites, avec les millions de dollars de pertes qu'elles entraînent, se succèdent avec une fréquence qu'on n'avait jamais vue dans tout le Canada, cette année, et l'on pense que cette tendance ne va faire que s'accroître en 1978 et au-delà.

● (1442)

D'après les derniers chiffres, on note qu'à partir du 18 octobre, le nombre des entreprises en faillite était de 2,612, soit une augmentation de 29 p. 100 par rapport au chiffre record de l'année dernière, qui était déjà de 2,030. A cette